

New York, Etats-Unis, 30 juin (Infosplusgabon) - Le Nil bleu est "essentiel pour les moyens de subsistance et le développement" des Egyptiens, des Ethiopiens et des Soudanais, a déclaré, lundi, le haut responsable des affaires politiques et de la consolidation de la paix de l'ONU au Conseil de sécurité.

Par ailleurs, elle a exhorté ces Etats à conclure un accord de construction sur le controversé Grand barrage de la Renaissance éthiopienne (GERD).

La secrétaire générale adjointe de l'ONU, Rosemary DiCarlo, a souligné par vidéoconférence que «la coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau est un élément clé de la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) », a indiqué un communiqué de l'ONU.

Elle a également averti que « le changement climatique, combiné avec la croissance démographique et les changements socio-économiques prévus, augmentera les défis de la gestion de l'eau dans le monde entier ».

« Grâce à la production d'hydroélectricité, le GERD stimulera considérablement les sources d'énergie de l'Ethiopie, lui permettant d'augmenter son taux d'électrification, d'accélérer son industrialisation et d'exporter l'excédent d'électricité vers la région", a déclaré le haut responsable politique de l'ONU.

Issu de la politique compliquée d'approvisionnement en eau des Etats riverains du Nil, le GERD demeure un problème politiquement chargé dans la région depuis des années, note le communiqué.

A travers sa fusion avec le Nil blanc à Khartoum, le Nil bleu contribue à environ 85% du volume du fleuve principal, le Nil.

La construction du barrage a débuté en avril 2011 sur le Nil bleu, près de la frontière avec le Soudan, dans la région de Benishangul-Gumuz, en Ethiopie. Une fois terminé, le projet d'un cout de 4,5 milliards de dollars US sera la plus grande centrale hydroélectrique d'Afrique.

Préoccupé par le fait que le barrage pourrait, selon la rapidité avec laquelle il est rempli, réduire son approvisionnement en eau, l'Egypte souhaiterait qu'un approvisionnement adapte en eau lui soit garanti en cas de sécheresse et pendant le remplissage du réservoir par l'Ethiopie.

Par ailleurs, l'Ethiopie maintient que le barrage pourrait finalement fournir plus d'électricité à un

prix moins élevé, augmenter le potentiel d'irrigation et réduire les inondations dans les Etats riverains du Nil.

Depuis le début de la construction, plusieurs pourparlers ont eu lieu entre l'Ethiopie et les Etats du Soudan et de l'Egypte.

Mme DiCarlo a félicité les Etats concernés pour avoir pris plusieurs «initiatives louables au cours de la dernière décennie», « afin de tirer pleinement profit de ses avantages et d'atténuer ses effets négatifs potentiels sur les pays en aval», notamment à travers la Déclaration de principes de 2015 sur le GERD, dans laquelle les trois pays se sont engagés à «coopérer, utiliser raisonnablement et équitablement les ressources , assurer la sécurité et procéder au règlement pacifique des différends».

Bien que des discussions trilatérales aient eu lieu, elle a noté que « les trois Etats riverains n'ont pas pu parvenir à un accord » sur un texte présenté en février. Cependant, ils ont nommé des observateurs aux pourparlers, notamment l'Afrique du Sud, les Etats-Unis et l'Union européenne.

Le 26 juin, lors d'une session des chefs d'Etat de l'Union africaine (UA), le président, Abdel Fattah Al-Sisi d'Egypte, le Premier ministre, Abiy Ahmed d'Ethiopie et le Premier ministre, Abdalla Hamdok du Soudan ont convenu d'un processus dirigé par l'UA pour résoudre les problèmes en suspens.

« Les parties se réuniront au cours des deux prochaines semaines à cet effet", a indiqué Mme DiCarlo à l'organe composé de 15 membres, saluant ainsi la "détermination des parties à négocier un accord" et se félicitant des efforts de l'UA pour faciliter le processus.

Le communiqué souligne que les différends en souffrance incluent le caractère contraignant de l'accord, le mécanisme de règlement des différends et la gestion du débit d'eau pendant les sécheresses.

Tout en reconnaissant que l'ONU n'ait pas participé aux négociations sur le GERD, le responsable de l'ONU a assuré que « le Secrétaire général est pleinement saisi de cette question ».

Si les parties «font preuve de la volonté politique nécessaire pour atteindre des compromis », a-t-elle affirmé, les divergences peuvent être surmontées et « un accord peut être conclu », tout en ajoutant que l'ONU « est prête à apporter son aide ».

Mme DiCarlo a souligné que la coopération est «la clé de la réussite de l'effort collectif visant à réduire la pauvreté et à accroître la croissance, exploitant ainsi le potentiel de développement de la région ».

« Nous espérons fermement que l'Egypte, l'Ethiopie et le Soudan poursuivront leurs efforts pour parvenir à un accord sur le GERD qui soit bénéfique pour tous », a-t-elle conclu.

FIN/ INFOSPLUSGABON/PKM/GABON2020

© Copyright Infosplusgabon